

avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour un projet de transport ferroviaire de charbon (Bukit Asam). Ce projet, lancé en 1981 et pour lequel les décaissements ont récemment été effectués au complet, comprenait 11 affectations pour un total de 130,2 millions de dollars US, incluant des biens et services de transport et de télécommunications provenant de divers exportateurs canadiens.

Le secteur public indonésien a bénéficié historiquement d'avantages considérables du point de vue financier. Dans certains cas où le processus d'adjudication international doit faire l'objet d'un droit de préemption, le décret présidentiel 8, adopté en 1984, exige que les conditions de financement étranger des projets à long terme incluent un taux d'intérêt de 3,5 p. 100, dans une période de grâce de sept ans et un calendrier de remboursement de 18 ans. Du fait qu'elle manquait de fonds de financement à des conditions privilégiées, la SEE n'a pas été toujours en mesure d'aider au financement des exportations assujetties au décret 8. Toutefois,

en 1990, la SEE a pu aider les fournisseurs canadiens participant à l'aménagement hydro-électrique de Paiton, financé au taux de Consensus de l'OCDE, et cette tendance en faveur des prêts au secteur public au taux de Consensus, à des conditions non privilégiées, devrait se maintenir. Les possibilités d'obtenir des crédits à l'exportation vers le secteur privé sont donc excellentes dans les cas où la SEE a déjà inscrit les principaux emprunteurs sur sa liste de priorités.

Le Conseil du commerce Canada-Indonésie est un autre instrument de commercialisation des exportations en Indonésie. Son homologue indonésien, le Conseil du commerce Indonésie-Canada, est une sous-section de la Chambre de commerce et de l'Industrie de l'Indonésie, dont le mandat est de promouvoir les exportations indonésiennes et l'investissement étranger. Ces regroupements de compagnies et de particuliers s'attachent à renforcer les liens entre les secteurs privés en vue d'accroître les activités sur les marchés des deux pays.